



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
17 décembre 2024
Français
Original : anglais

Comité des droits de l'homme

Décision adoptée par le Comité au titre du Protocole facultatif, concernant la communication n° 3844/2020*, **

<i>Communication soumise par :</i>	S. F. (représenté par un conseil, Stanislovas Tomas)
<i>Victime(s) présumée(s) :</i>	L'auteur
<i>État partie :</i>	Lituanie
<i>Date de la communication :</i>	26 juillet 2019 (date de la lettre initiale)
<i>Références :</i>	Décision prise en application de l'article 92 du Règlement intérieur du Comité, communiquée à l'État partie le 9 novembre 2020 (non publiée sous forme de document)
<i>Date de la décision :</i>	7 novembre 2024
<i>Objet :</i>	Licenciement d'un salarié qui dirigeait un syndicat
<i>Question(s) de procédure :</i>	Fondement des griefs
<i>Question(s) de fond :</i>	Liberté d'association ; liberté d'opinion et d'expression ; droits relatifs au travail et à l'emploi
<i>Article(s) du Pacte :</i>	19 et 22
<i>Article(s) du Protocole facultatif :</i>	2

1. L'auteur de la communication est S. F., de nationalité lituanienne, né en 1974. Il affirme que l'État partie a violé les droits qu'il tient des articles 19 et 22 du Pacte. Le Protocole facultatif est entré en vigueur pour l'État partie le 20 février 1992. L'auteur est représenté par un conseil.

* Adoptée par le Comité à sa 142^e session (14 octobre-7 novembre 2024).

** Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication : Tania María Abdo Rocholl, Wafaa Ashraf Moharram Bassim, Rodrigo A. Carazo, Yvonne Donders, Mahjoub El Haiba, Carlos Gómez Martínez, Laurence R. Helfer, Marcia V. J. Kran, Bacre Waly Ndiaye, Hernán Quezada Cabrera, José Manuel Santos Pais, Soh Changrok, Tijana Šurlan, Kobauyah Tchamdja Kpatcha, Teraya Koji, Hélène Tigroudja et Imeru Tamerat Yigezu.



Rappel des faits présentés par l'auteur

2.1 De 1995 au 7 août 2015¹, l'auteur a été employé par les Chemins de fer lituaniens, société détenue à 100 % par le Ministère des transports et des communications. Son travail consistait à réparer et à inspecter les trains avant leur départ afin d'assurer le respect des critères techniques de sécurité.

2.2 Depuis le 10 août 2011, l'auteur est également Président du syndicat Solidarité des salariés des Chemins de fer lituaniens. Il défend les droits des travailleurs et lutte contre la corruption. Il a formulé de graves allégations concernant la corruption, l'absence d'application du principe de responsabilité et le manque de transparence dans les entreprises publiques, et concernant la fraude à grande échelle et le blanchiment d'argent qui se font aux dépens des contribuables.

2.3 En vertu de la législation lituanienne, les salariés peuvent faire grève en application d'une convention collective conclue entre un syndicat et un employeur. À partir de 2011, l'auteur, en tant que dirigeant du syndicat Solidarité, a fait campagne pour la signature d'une convention collective entre les Chemins de fer lituaniens et les salariés de l'entreprise. Les négociations n'ont commencé qu'à la fin de l'année 2017. Le 29 décembre 2017, les Chemins de fer lituaniens ont refusé de poursuivre les négociations, refusant ainsi de reconnaître le droit des salariés de faire grève.

2.4 Le militantisme de l'auteur en faveur de la grève et de la signature d'une convention collective lui a valu d'être licencié. Les Chemins de fer lituaniens ont également persécuté et intimidé des membres du syndicat Solidarité. En conséquence, l'auteur a mis en place des modalités permettant d'adhérer de manière confidentielle au syndicat. À la suite de cette mesure, la composition du syndicat a changé, et la majorité de ses membres sont désormais anonymes. Le syndicat Solidarité est contraint de se réunir et de s'organiser dans la clandestinité.

2.5 Le 28 juillet 2014, l'auteur a organisé des manifestations de travailleurs devant les bureaux des Chemins de fer lituaniens, une autre entreprise publique et devant le Ministère des transports et des communications. L'auteur et les autres travailleurs ont scandé des slogans tels que « Non à la persécution des travailleurs syndiqués », « Stop aux abus », « Non à la terreur psychologique », « Non à l'intimidation et à la terreur » et « Non à la corruption ».

2.6 Le Gouvernement a réprimé les manifestations, qui avaient attiré l'attention des médias, et a engagé une procédure de licenciement contre leurs organisateurs, dont l'auteur. Le 30 octobre 2012 [sic], les Chemins de fer lituaniens ont licencié l'auteur.

2.7 L'auteur a fait appel de son licenciement et a obtenu gain de cause. Le 15 juillet 2013, le tribunal régional de Vilnius a ordonné sa réintégration à son poste. Il a alors repris ses fonctions aux Chemins de fer lituaniens. Il craignait toutefois d'être à nouveau licencié en raison des activités qu'il menait en faveur des travailleurs et contre la corruption. En 2015, il avait représenté des salariés dans plusieurs procédures judiciaires engagées contre les Chemins de fer lituaniens.

2.8 À cinq reprises en 2015, alors qu'il travaillait comme inspecteur de trains, l'auteur a refusé de signer des formulaires indiquant qu'il avait terminé son inspection technique et que les trains étaient prêts à partir. Il a refusé de signer ces formulaires parce qu'il lui avait été demandé de procéder à ces inspections le soir. Dans de tels cas, le train partait le matin, soit environ douze heures après son inspection. L'auteur était convaincu qu'il s'agissait d'un piège. Au cours des douze heures suivant l'inspection, quelqu'un aurait pu saboter le train pour provoquer un accident. Des passagers auraient pu être tués. Les 9, 11, 13, 17 et 21 septembre 2015, craignant qu'une telle situation se produise, l'auteur a écrit sur les formulaires d'inspection : « Je décline toute responsabilité. ».

2.9 Le 28 septembre 2015, l'auteur a été de nouveau démis de ses fonctions. Le 9 juin 2016, le tribunal de district de la ville de Vilnius a rejeté le recours qu'il avait formé contre son licenciement. Le 28 décembre 2016, le tribunal régional de Vilnius a rejeté le recours

¹ L'auteur indique également qu'il a été licencié le 28 septembre 2015.

qu'il avait formé contre la décision du tribunal de district. Le 10 novembre 2017, la Cour suprême a rejeté son pourvoi en cassation. L'auteur affirme qu'il n'a pas soumis la même question à une autre instance internationale pour examen.

Teneur de la plainte

3.1 L'auteur affirme que l'entreprise publique des chemins de fer l'a licencié pour avoir exprimé son opinion, ce qui constitue une violation de l'article 19 du Pacte. La déclaration qu'il a inscrite sur les cinq formulaires d'inspection (« Je décline toute responsabilité ») représentait son opinion sur la politique de sécurité de la compagnie des chemins de fer et du Ministère lituanien des transports et des communications. Cette déclaration était un moyen de faire pression sur la compagnie des chemins de fer pour qu'elle modifie sa réglementation afin d'accroître la sécurité des passagers. Par conséquent, elle n'aurait pas dû entraîner son licenciement.

3.2 En violation des droits reconnus à l'auteur à l'article 22 du Pacte, l'article 21 (par. 1) de la loi lituanienne sur les syndicats ne prévoit pas de normes de protection pour les salariés qui sont élus aux organes directeurs des syndicats. Il dispose qu'un salarié élu à l'organe directeur d'un syndicat ne peut être licencié sans l'accord de cet organe s'il n'a pas commis de faute. En revanche, s'il a commis une faute, même le président d'un syndicat peut être licencié sans l'accord de ce syndicat. Le licenciement d'un salarié élu à l'organe directeur d'un syndicat devrait être considéré de prime abord comme une sanction illicite réprimant les activités syndicales de l'intéressé.

Observations de l'État partie sur la recevabilité et sur le fond

4.1 Dans ses observations du 9 juillet 2021, l'État partie affirme que la communication est irrecevable car elle n'est pas suffisamment étayée et elle est incompatible *ratione materiae* avec les dispositions du Pacte. Pour les mêmes raisons, la communication est dénuée de fondement. La fiche de poste officielle indique que l'inspecteur-réparateur de wagons est responsable de la bonne exécution des tâches décrites, de l'exactitude des informations fournies, de la qualité de l'inspection technique des wagons, menée en temps opportun, et du respect du Règlement intérieur et des autres actes juridiques. L'auteur a pris connaissance de cette fiche de poste et l'a signée le 4 septembre 2015. Il a également confirmé par sa signature qu'il était tenu de se conformer à cette fiche de poste, bien qu'il ait écrit à la main sur le document « Uniquement dans la mesure où cela est possible et n'est pas en contradiction avec les lois de la République de Lituanie, les lois et autres textes réglementaires [de l'Union européenne] et mes remarques ».

4.2 Le 1^{er} juillet 2014, l'auteur a signé la fiche technique d'exploitation de la gare ferroviaire de Vaidotai. Le 11 août 2014, il a signé le Règlement intérieur en vigueur à l'époque. Ce règlement avait été négocié avec l'auteur en sa qualité de Président du syndicat des Chemins de fer lituaniens. En effet, le 24 juillet 2014, il avait signé le Règlement en cette qualité. Au paragraphe 79 du Règlement, il était indiqué que la non-exécution et l'exécution inappropriée de tâches professionnelles qui sont dues à une faute d'un salarié constituent un manquement aux règles. Aux paragraphes 80 et 81, il était indiqué que des sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement seraient imposées pour des fautes comme le fait de ne pas s'acquitter de ses responsabilités professionnelles directes ou de ne pas s'en acquitter correctement. Aux paragraphes 95 et 96, il était indiqué que les conflits du travail qui ne pouvaient être résolus par les parties seraient examinés par une commission des conflits du travail et par les tribunaux.

4.3 Le 15 avril 2014, l'auteur a signé une déclaration dans laquelle il confirmait avoir pris connaissance d'une instruction officielle des Chemins de fer lituaniens dans laquelle il était indiqué que les employés devaient effectuer en temps voulu et correctement l'inspection technique des wagons.

4.4 Les 9, 11, 13, 17 et 21 septembre 2015, l'auteur a apposé la mention « Je décline toute responsabilité » à la place de sa signature sur les formulaires d'inspection des trains. Le 15 septembre 2015, les Chemins de fer lituaniens, invoquant l'article 240 (par. 1) du Code du travail, ont demandé à l'auteur d'expliquer par écrit pourquoi il n'avait pas signé le formulaire d'inspection les 9, 11 et 13 septembre 2015, en violation des dispositions du paragraphe 5.5.18 de la fiche technique d'exploitation. Le 21 septembre 2015, l'auteur a soumis sa réponse, dans laquelle il indiquait qu'il n'avait pas enfreint les règles parce qu'il n'était tenu de signer le formulaire que si le train quittait la gare pendant son service. Si le départ du train avait lieu après son service, il ne pouvait pas être responsable de l'inspection, puisqu'il ne pouvait pas emporter le train chez lui et le ramener avant de prendre son service le lendemain. Il a fait valoir que des salariés comme lui, qui n'étaient pas appréciés par les Chemins de fer lituaniens, pouvaient être jugés responsables d'actes qu'ils n'avaient pas commis.

4.5 Le 18 septembre 2015, les Chemins de fer lituaniens ont envoyé à l'auteur une lettre similaire concernant les formulaires non signés les 15 et 17 septembre 2015. Le 23 septembre 2015, l'auteur a transmis sa réponse, indiquant qu'il avait expliqué en détail sa position dans sa lettre du 21 septembre 2015.

4.6 Le 18 septembre 2015, les Chemins de fer lituaniens ont envoyé à l'auteur une lettre dans laquelle ils confirmaient avoir reçu, le 4 septembre 2015, un rapport concernant le non-respect par l'intéressé de plusieurs prescriptions figurant dans sa fiche de poste. Ils confirmaient avoir examiné les réponses de l'auteur et être en désaccord avec lui, et informaient l'auteur qu'il était tenu de respecter sa fiche de poste, la fiche technique d'exploitation et les autres documents pertinents. Ils l'informaient également que son refus de se conformer aux prescriptions de ces documents juridiques serait considéré comme arbitraire. Le 19 septembre 2015, l'auteur a reçu la lettre et en a signé l'accusé de réception.

4.7 Un échange similaire a eu lieu au sujet du cinquième incident, qui avait eu lieu le 21 septembre 2015. Le même jour, les Chemins de fer lituaniens ont demandé par écrit des explications à l'auteur. Le 23 septembre 2015, ils ont organisé une réunion à laquelle l'auteur a participé. Il a déclaré qu'il avait déjà exposé ses arguments, qu'il avait reçu la lettre d'avertissement, que sa décision de ne pas signer le formulaire avait été délibérée, qu'il n'avait aucune obligation légale de le signer et qu'il pourrait avoir des problèmes si quelque chose arrivait aux trains après son inspection et avant leur départ. Pendant la réunion, les Chemins de fer lituaniens ont décidé de prendre des mesures disciplinaires contre l'auteur au motif qu'il n'avait pas signé le formulaire d'inspection le 21 septembre 2015.

4.8 Le 25 septembre 2015, l'auteur a soumis par écrit des explications quant aux raisons pour lesquelles il n'avait pas signé le formulaire le 21 septembre 2015. Il a déclaré que sa position restait inchangée et a prié les Chemins de fer lituaniens de ne plus lui demander d'autres explications sur le même sujet.

4.9 Les 24 et 25 septembre 2015, l'auteur a de nouveau refusé de signer le formulaire requis pour l'inspection des trains.

4.10 Le 28 septembre 2015, par une décision formelle, l'auteur a été licencié pour les fautes commises les 9, 11, 13, 15 et 17 septembre 2015. Les mesures et les échanges susmentionnés étaient décrits dans la décision.

4.11 Devant le tribunal de district de Vilnius, l'auteur a affirmé que les Chemins de fer lituaniens avaient enfreint les dispositions des articles 134 (par. 1) et 227 (par. 1) du Code du travail en ne tenant pas compte de sa situation, y compris de son licenciement abusif précédent, et en lui infligeant une sanction disciplinaire disproportionnée. Il a également affirmé que le conseil du syndicat des cheminots, qu'il dirigeait, n'avait pas donné son accord à son licenciement. Il a soutenu que la discipline ne devait pas être assurée par des mesures drastiques, mais par la création de conditions organisationnelles et économiques propices à un travail efficace et par la promotion de bonnes performances. Il a fait valoir qu'il était persécuté en raison de ses activités syndicales.

4.12 Dans sa décision du 9 juin 2016, le tribunal de district de la ville de Vilnius a pris note des fonctions de l'auteur telles que décrites dans sa fiche de poste officielle. Il a pris note de l'obligation faite aux inspecteurs de signer les formulaires d'inspection et des déclarations de

l'auteur selon lesquelles il connaissait les règles applicables. Il a fait les constatations suivantes. La procédure de licenciement prévue par les dispositions pertinentes du Code du travail avait été respectée et il était raisonnable de la part des Chemins de fer lituaniens de considérer que les actes de l'auteur étaient arbitraires et constituaient un manquement grave aux règles, ce qui justifiait son licenciement. Les 9, 11, 13, 15 et 17 septembre 2015, l'auteur avait délibérément, de manière répétée et systématique, écrit « Je décline toute responsabilité » sur le formulaire au lieu d'apposer la signature requise, même après avoir reçu un avertissement des Chemins de fer lituaniens l'informant de sa faute et de ses conséquences. Il avait répété ces actes les 24 et 25 septembre 2015, à savoir après la réunion du 23 septembre 2015. Une signature représentait la confirmation que l'inspection avait été effectuée. Elle engageait la responsabilité du signataire pour ses propres actes, et non pour les actes d'autrui. L'auteur, qui travaillait comme inspecteur depuis 1995, aurait dû le savoir. Il avait enfreint les règles en commettant de manière intentionnelle, délibérée et systématique des actes qui n'avaient aucune justification objective. Les Chemins de fer lituaniens avaient perdu confiance en lui. L'auteur avait déjà été sanctionné à de nombreuses reprises pour des infractions aux règles. Il avait choisi de s'exprimer de manière inadéquate et contradictoire au cours de l'audience. Rien ne prouvait qu'il avait été persécuté en raison de son activité syndicale. Il n'avait fait l'objet d'aucune mesure de représailles. Les Chemins de fer lituaniens n'avaient imposé aucune restriction à ses activités.

4.13 Dans sa décision du 28 décembre 2016, le tribunal régional de Vilnius a fait les constatations suivantes. Les activités syndicales de l'auteur et le fait qu'il ne soit pas d'accord avec l'organisation du travail d'inspection mise en place par les Chemins de fer lituaniens et ses activités syndicales ne dispensaient pas l'intéressé de s'acquitter de ses responsabilités directes. En ne respectant pas les normes officielles relatives au travail, il avait agi de manière arbitraire. Les Chemins de fer lituaniens l'avaient informé que son refus de se conformer aux prescriptions serait considéré comme arbitraire. L'explication qu'il avait donnée de son comportement ne portait pas sur l'essence de ses tâches professionnelles, dans le cadre desquelles il était tenu de signer le formulaire en question. En signant le formulaire, l'inspecteur indiquait avoir mené à bien son inspection pendant son service. Selon son interprétation, l'auteur serait exempté d'une partie de ses responsabilités professionnelles et son absence de signature signifierait qu'aucun contrôle n'avait été effectué. En écrivant « Je décline toute responsabilité », l'auteur cherchait à atteindre l'objectif qu'il n'avait pas réussi à atteindre lorsqu'il était à la tête du syndicat. En effet, il souhaitait l'instauration d'une règle imposant la formalisation de tous les actes de la société au moyen d'actes de transfert et d'acceptation. Cet objectif ne pouvait être considéré comme protégeant les intérêts de tous les salariés. De plus, l'auteur poursuivait cet objectif en violation des prescriptions prévues par la législation nationale. En effet, en vertu de l'article 229 du Code du travail, l'employeur avait le pouvoir d'organiser le travail des salariés. En ne s'acquittant pas de ses tâches professionnelles, l'auteur avait outrepassé ses pouvoirs. Aucun élément du dossier n'indiquait que le licenciement de l'auteur était lié à son appartenance à un syndicat ou à la plainte qu'il avait déposée contre les Chemins de fer lituaniens. La sanction disciplinaire n'était pas trop sévère, compte tenu de l'activité des Chemins de fer lituaniens, de l'impact des responsabilités professionnelles de l'auteur et des conséquences que pouvait avoir une inspection technique incorrecte des wagons et des freins des trains. À de nombreuses reprises, l'auteur n'avait pas respecté les prescriptions énoncées dans les normes techniques d'exploitation. Les explications qu'il avait fournies le 25 septembre 2015 montraient qu'il traitait ses collègues de manière irrespectueuse et qu'il était incapable de garder une attitude professionnelle. Il avait admis qu'il refusait délibérément d'assumer la responsabilité de ses manquements à ses obligations.

4.14 Dans sa décision du 10 novembre 2017, la Cour suprême a fait les constatations suivantes. Les conclusions auxquelles étaient parvenues les juridictions inférieures étaient raisonnables. Les responsabilités professionnelles de l'auteur étaient liées à la sécurité du transport ferroviaire et devaient donc être exercées dans le strict respect de la loi. Les circonstances factuelles établies par les juridictions inférieures, envisagées à la lumière des normes juridiques applicables, montraient que les manquements aux règles commis par l'auteur avaient été raisonnablement qualifiés d'arbitraires et reconnus comme une faute sérieuse. L'auteur avait commis intentionnellement ces fautes à de nombreuses reprises, même après avoir reçu des avertissements. Il n'avait pas tenu compte des avertissements.

Son employeur n'avait aucune raison de s'attendre à ce qu'il n'enfreigne pas les règles à l'avenir. Si la sanction avait été moins sévère, les objectifs de discipline n'auraient pas été atteints dans le cas de l'auteur. Les juridictions inférieures avaient examiné la situation de l'auteur s'agissant de son activité syndicale et des critiques qu'il avait exprimées à l'égard de son employeur avant de conclure que cette situation n'avait pas eu d'influence sur la sanction imposée.

4.15 Le 8 janvier 2016, les Chemins de fer lituaniens ont publié une déclaration faisant état des manquements aux règles commis par l'auteur. Celui-ci n'avait pas respecté les prescriptions énoncées dans divers actes juridiques et les procédures officielles. Selon la déclaration, les Chemins de fer lituaniens avaient imposé des sanctions disciplinaires à l'auteur le 12 juillet 2002, le 23 septembre 2002, le 1^{er} octobre 2003, le 15 septembre 2006, le 3 mai 2010, le 12 avril 2011, le 1^{er} février 2012, le 20 février 2012, le 30 octobre 2012, le 2 mai 2014, le 18 mai 2015, le 11 août 2015 et le 28 septembre 2015. Ces sanctions avaient été imposées à l'auteur à la fois avant et après sa participation à des activités syndicales. Il avait commencé ses activités syndicales le 27 juillet 2011.

4.16 Au moment des faits, c'est-à-dire au 1^{er} janvier 2015, 43 syndicats étaient actifs dans les Chemins de fer lituaniens. À cette date, le syndicat dirigé par l'auteur ne comptait que 73 membres dans l'entreprise, tandis que les 42 autres syndicats comptaient jusqu'à 4 490 membres. Ces 42 syndicats s'unissaient en fédérations syndicales, tandis que le syndicat dirigé par l'auteur restait isolé.

4.17 L'État partie garantit comme il se doit le droit d'association au niveau national, en s'acquittant pleinement de ses obligations internationales. Le 26 septembre 1994, la Lituanie a ratifié la Convention de 1949 sur le droit d'organisation et de négociation collective (n° 98) de l'Organisation internationale du Travail. Les tribunaux nationaux offrent des recours efficaces dans les cas où l'accord des syndicats n'a pas été demandé comme cela est obligatoire lors du licenciement d'un salarié².

4.18 L'article 19 du Pacte ne s'applique pas dans le cas de l'auteur car son licenciement de 2015 n'était pas lié à son activité syndicale³. L'État partie rappelle les circonstances pertinentes relevées par les juridictions nationales. Il convient de distinguer le droit d'avoir une opinion et la commission délibérée, intentionnelle et systématique d'infractions à la législation nationale. Le non-respect intentionnel des normes nationales relatives à l'exercice de responsabilités professionnelles directes, dans un contexte où la santé et la sécurité des usagers sont en jeu, ne saurait être assimilé à une opinion. L'État partie explique longuement sa position selon laquelle le licenciement de l'auteur était légal, poursuivait un but légitime et était une sanction proportionnée. L'article 238 du Code du travail dispose que, lorsqu'une sanction disciplinaire est infligée, la gravité, les circonstances et les conséquences des manquements observés, la faute du salarié et ses antécédents professionnels doivent être pris en considération. L'argument de l'auteur selon lequel les juridictions nationales n'ont pas évalué les conséquences de son désaccord avec l'administration sur la sanction disciplinaire imposée n'est pas étayé. Les trois juridictions ont bien examiné cette question.

4.19 L'auteur n'a jamais été contraint d'assumer la responsabilité d'actes commis par des tiers. Si quelque chose était arrivé aux trains après les inspections techniques réalisées par l'auteur, l'employeur aurait procédé à un examen et une action judiciaire aurait été engagée contre les responsables. Au cours de la procédure interne, les Chemins de fer lituaniens ont confirmé qu'aucun inspecteur-réparateur de trains de la gare de Vaidotai n'avait jamais été accusé d'actes commis par des tiers après une inspection technique. Dans les observations qu'ils ont faites devant les tribunaux, les Chemins de fer lituaniens ont également expliqué que les infrastructures ferroviaires étaient particulièrement importantes et nécessitaient l'adoption de mesures de sécurité spécialisées. Une société distincte assurait la sécurité de la gare et des infrastructures de Vaidotai de jour comme de nuit. Elle était spécialisée dans la fourniture de services de sécurité aux gares ferroviaires de Lituanie. En outre, le site était clôturé. Les craintes de l'auteur étaient donc totalement infondées.

² Cour suprême de Lituanie, affaire n° 3K-3-300/2014, arrêt du 30 mai 2014.

³ Cour européenne des droits de l'homme, *Augustė c. Lituanie*, requête n° 65717/14, arrêt du 26 février 2019, par. 32 à 37 ; *Petropavlovskis c. Lettonie*, requête n° 44230/06, arrêt du 13 janvier 2015, par. 75 à 87.

4.20 En ce qui concerne l'article 22 du Pacte, l'auteur affirme à tort que l'article 21 (par. 1) de la loi lituanienne sur les syndicats ne protège pas suffisamment les salariés élus aux organes directeurs des syndicats. Le droit international impose de protéger effectivement les responsables syndicaux contre la discrimination et contre les conséquences négatives qu'ils pourraient subir en raison de leur appartenance à un syndicat et de leurs activités en les protégeant contre des actions préjudiciables, y compris le licenciement. Toutefois, il ne fait pas référence à des mesures précises et n'impose pas non plus aux États d'assurer une protection contre le licenciement dans tous les cas⁴.

4.21 Comme l'ont relevé les juridictions nationales, l'article 134 (par. 1) du Code du travail de 2002, qui était en vigueur à l'époque, prévoyait que le président d'un syndicat ou d'un comité d'entreprise ne pouvait être démis de ses fonctions en application de l'article 136 (par. 3 1)) du Code du travail sans l'accord préalable de l'organe représentatif du syndicat ou du comité d'entreprise. Dans le cas de l'auteur, toutefois, cette disposition ne s'appliquait pas car il avait été mis fin à son contrat de travail pour manquement grave aux règles, conformément à l'article 136 (par. 3 2)) du Code du travail. L'auteur ayant été légalement licencié à l'initiative de son employeur pour manquement grave, l'accord préalable du syndicat n'était pas requis par la loi.

Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie concernant la recevabilité et le fond

5.1 Dans ses commentaires du 29 septembre 2021, l'auteur répète ses arguments et soutient qu'en exprimant son opinion, pour laquelle il a été licencié, il poursuivait ses objectifs en tant que syndicaliste.

5.2 Aux termes de l'article 19 du Pacte, la liberté d'expression couvre toute forme de signature de l'auteur. Sa déclaration manuscrite « Je décline toute responsabilité » est une forme de signature.

5.3 L'État partie a admis que la législation nationale interdisait le licenciement de l'auteur en tant que dirigeant du syndicat, parce que ce dernier n'y avait pas consenti. Le licenciement de l'auteur était illégal et n'était pas une sanction proportionnée à un objectif légitime. En raison du rôle de l'auteur dans le syndicat, il devait appartenir à l'État partie de prouver qu'il n'avait pas été licencié à des fins punitives. L'auteur conteste d'autres aspects des observations de l'État partie.

Observations complémentaires de l'État partie

6. Dans ses observations du 28 janvier 2022, l'État partie soutient que ses explications précédentes ont été ignorées par l'auteur et que celui-ci a fait des déclarations extrêmement trompeuses sur de nombreux points. Ses arguments ne sont pas fondés. L'auteur a soutenu à tort que l'État partie avait reconnu qu'en ne signant pas le formulaire, il cherchait à atteindre ses objectifs en sa qualité de syndicaliste. Il a affirmé également à tort que l'État partie avait reconnu qu'il avait été licencié à titre de sanction pour avoir refusé de changer d'opinion. De fait, l'État partie redit avec fermeté que les Chemins de fer lituaniens et les trois juridictions internes ont conclu que l'auteur, en tant que salarié, ne s'était pas acquitté de ses responsabilités professionnelles au regard du droit interne. Il réitère ses explications sur ce point. Il ajoute que les tribunaux sont parvenus à cette conclusion car l'auteur n'avait pas respecté la procédure établie pour l'inspection des trains et le train en question avait dû être inspecté par un autre employé. Le rythme de fonctionnement de la gare avait donc été perturbé et le même travail avait été effectué deux fois. Une telle duplication des tâches pouvait retarder le départ des trains. Ainsi, le manquement de l'auteur à ses devoirs ne pouvait être considéré comme étant de pure forme ou sans conséquences.

⁴ L'État partie fournit des informations générales sur l'évolution du droit du travail lituanien à la lumière du passage du système soviétique à un système démocratique.

Délibérations du Comité

Examen de la recevabilité

7.1 Avant d'examiner tout grief formulé dans une communication, le Comité doit, conformément à l'article 97 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable au regard du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

7.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément à l'article 5 (par. 2 a)) du Protocole facultatif, que la même question n'était pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

7.3 Le Comité prend note de la position de l'État partie selon laquelle la communication est insuffisamment étayée et, partant, irrecevable au regard de l'article 2 du Protocole facultatif. Il prend note de l'argument de l'auteur selon lequel, en tant qu'inspecteur-réparateur pour les Chemins de fer lituaniens, une entreprise publique, il devait régulièrement signer des formulaires indiquant qu'il avait inspecté les wagons et les freins des trains pour vérifier si la sécurité était assurée. Il prend note de l'affirmation de l'auteur selon laquelle, en écrivant à plusieurs reprises et délibérément « Je décline toute responsabilité » au lieu de signer les formulaires, il exprimait une opinion protégée par l'article 19 du Pacte et n'aurait pas dû être licencié. Il prend également note des conclusions des juridictions internes selon lesquelles, après avoir fait cette déclaration écrite à plusieurs reprises, l'auteur a été informé par écrit des conséquences disciplinaires potentielles de ses actes, a été invité à fournir des explications par écrit, a été entendu lors d'une réunion en présentiel avec son employeur, a ensuite répété la même faute et a été licencié peu de temps après. Il prend note des normes et lois nationales et administratives pertinentes selon lesquelles le comportement de l'auteur constitue un manquement arbitraire et grave qui justifie son licenciement, compte tenu de toutes les circonstances pertinentes. Le Comité observe que l'auteur n'a pas fourni de justification objectivement raisonnable quant à l'objectif qu'il aurait poursuivi en écrivant « Je décline toute responsabilité » sur les formulaires d'inspection. L'auteur déclare qu'il craignait que des personnes sabotent les trains après ses inspections et avant le départ des trains et qu'on l'accuse à tort d'avoir mal fait son inspection. Toutefois, le Comité note que l'auteur a commencé à travailler comme inspecteur-réparateur pour les Chemins de fer lituaniens en 1995 et qu'il ne prétend pas avoir été confronté à un quelconque type de sabotage ou à de fausses accusations au cours de ces deux décennies de service. Il n'indique pas non plus avoir fait part de ces préoccupations à son employeur avant de décider de faire les déclarations contestées et de s'abstenir de certifier ses inspections. Les inspections constituaient un élément essentiel des responsabilités décrites dans sa fiche de poste. Le Comité considère que l'auteur n'a pas fourni d'éléments pour étayer son affirmation selon laquelle, en déclarant par écrit, sans justification raisonnable et objective, qu'il ne s'acquitterait pas de ses fonctions ordinaires et essentielles, il exprimait une opinion, ce qui aurait dû le protéger contre le licenciement. Les griefs que l'auteur tire de l'article 19 du Pacte sont par conséquent irrecevables au regard de l'article 2 du Protocole facultatif.

7.4 En ce qui concerne le grief de l'auteur selon lequel l'État partie a violé son droit à la liberté d'association, le Comité note que, d'après les informations qui lui ont été fournies, il semble que le licenciement de l'auteur ait résulté directement de son refus de s'acquitter d'un aspect essentiel de ses obligations professionnelles. Il note également que rien ne prouve que l'auteur ait été licencié en raison de son rôle ou de ses activités au sein d'un syndicat et que l'intéressé n'a pas non plus fourni d'indications selon lesquelles, au cours de la procédure disciplinaire, il aurait été victime d'un traitement arbitraire ou partial qui aurait pu être motivé par ses fonctions syndicales. Le Comité prend note de l'information fournie par l'État partie selon laquelle l'auteur avait fait l'objet de six sanctions disciplinaires de la part des Chemins de fer lituaniens avant de rejoindre le syndicalisme en 2011. Compte tenu de ce qui précède, il considère que le grief soulevé par l'auteur au titre de l'article 22 du Pacte est insuffisamment étayé et, partant, qu'il est irrecevable au regard de l'article 2 du Protocole facultatif.

7.5 Compte tenu de ce qui précède, le Comité ne juge pas nécessaire d'examiner d'autres motifs d'irrecevabilité.

8. En conséquence, le Comité décide :
- a) Que la communication est irrecevable au regard de l'article 2 du Protocole facultatif ;
 - b) Que la présente décision sera communiquée à l'État partie et à l'auteur de la communication.
-